

« Individualismes, communautés, destin commun : comment faire société ? »

Quelle animation dans la fédération du Calvados ?

1) Une problématique d'ensemble

Cette question de congrès offre l'occasion d'une réflexion d'ensemble sur le rôle d'un mouvement comme le nôtre dans la société et par conséquent sur son projet politique, sur son projet éducatif.

Quelques éléments de contexte qui nous concernent directement en tant que mouvement laïque d'éducation populaire, complémentaire de l'Ecole publique:

La corrosion du pacte social républicain à l'échelle d' « un seul pays »

Des peurs diverses et variées, résultant de fantasmes ou de réalités vécues, corrodent le tissu social en raison de **la fragilisation croissante des classes populaires et moyennes**, en raison d'un retour massif de la **pauvreté**, conséquences d'une mondialisation libérale et d'une compétition économique insuffisamment régulées, sans redistribution équitable de la richesse entre les pays, entre les classes sociales.

- Le **développement très rapide des technologies numériques et des télécommunications** génère également le sentiment que chacun est contraint de se laisser emporter dans un flux incontrôlable à grande vitesse et haut débit en tentant de surnager dans un « tous contre tous », sous le régime exécrable de la panique (selon le philosophe B. Stiegler, « Mécréance et discrédit », éditions Galilée : « La perte des motifs d'espérer se répand alors à tous comme une maladie contagieuse. Ce « tous » n'est plus un « nous » : c'est une panique »). Au total, toutes ces peurs « **font société** » **sur le dos de l'autre** (le chinois, le polonais, le tunisien, le marocain, l'immigré, le délinquant, le malade...), entretenant un haut niveau de **discriminations économiques, sociales et culturelles**. Les **replis sur soi** prolifèrent, **liés à la montée des peurs**, liés également à d'autres facteurs comme l'absence d'une régulation politique du marché du foncier et du logement social autorisant le maintien de la mixité sociale des territoires. Ils prennent des formes diverse : de l'entre-soi des classes moyennes au retour des solidarités ethno-religieuses en passant par les regroupements ruraux : chasseurs/pêcheurs, coordination rurale, etc....

- Ce sentiment de précarité entraîne une **perte de vision confiante dans l'avenir** alors que dans le même temps la pauvreté nourrit une **désespérance** qui conduit jusqu'à la **perte des valeurs et du sens**, au recul de la responsabilité et **de la transmission éducatives**, en passant à un degré moindre par celui **de l'investissement éducatif des familles populaires**, de la demande d'école des parents, sensible depuis le début des années 1990. La question de la **parentalité** est d'ailleurs au devant de la scène publique depuis 1995, les pouvoirs publics ayant pris conscience tardivement du des effets dévastateurs sur la famille du cocktail : chômage de masse / individualisme / consumérisme / marchandisation généralisée.

- **Les inégalités de revenus et de conditions** s'accroissent et se marquent sur les territoires Mais elles **insupportent d'autant plus les français** que les notions d'**égalité** et de **cohésion sociale** sont les points d'équilibre de la devise républicaine, les **références affichées du contrat social** et du droit qui en découle. Le **modèle républicain national** et le **contrat social** qu'il a construit progressivement régressent : échec des services publics, au premier rang desquels l'Education nationale, à faire reculer les inégalités, maintien d'un chômage de masse structurel (une « armée de réserve de chômeurs », 2/3 d' « embauchés », 1/3 d' « intérimaires » comme chez Renault Trucks à Blainville/Orne), régression de l'idée de protection sociale, remise en cause par les classes moyennes et supérieures d'une solidarité nationale organisée par l'Etat sur la base de l'impôt, impression d'impuissance de l'Etat-providence dans le cadre de la mondialisation. Bref, les organes du pacte républicain ne parviennent plus à garantir l'intégration dans la société française.

- **Panne du projet européen**. D'une part, le modèle social et républicain français semble trop « fatigué » pour séduire une Union européenne à 27, devenue très hétérogène depuis l'élargissement à d'anciens pays du bloc soviétique attirés par le libéralisme, fatigués de l'Etat, ignorants de l'idéologie républicaine. D'autre part, **l'Europe ne parvient pas encore à proposer un vrai destin commun, un contrat et un modèle social de rechange**, susceptible de fonder un espace politique d'appartenance, de participation, de citoyenneté et donc de solidarité (concurrence fiscale exacerbée, absence de droit social européen, de définition de la citoyenneté européenne, de la société civile européenne, absence d'une

politique économique et industrielle, d'une politique de recherche, impasse de la politique agricole commune, etc...).

- Extraordinaire **montée de l'individualisme** : recul **des sentiments d'appartenance et de solidarité de classe** en raison de la **parcellisation croissante du travail** (externalisation, sous-traitance, division extrême du travail au plan national et international), en raison de la **dégradation du contenu du travail** (et donc des possibilités d'identification au métier) dans les industries de main d'œuvre de plus en plus automatisées, en raison de la **mise en concurrence des producteurs et travailleurs au plan mondial**, en raison de **l'effondrement politique du socialisme en tant que vision du monde** alternative. L'individualisme, consubstantiellement lié à la notion de droits imprescriptibles de l'Homme, est aussi le substrat fondamental de la société de consommation qui renvoie perpétuellement l'individu à ses pulsions et donc à sa solitude, au détriment parfois d'une vraie vie affective. La **diversification des technologies et des médias d'information** a d'ailleurs autorisé **l'extension de la société de consommation** et de ses effets d'atomisation (le consommateur, l'internaute seul face au produit, à la donnée) et de fragmentation (multiplication des groupes d'intérêts particuliers par opposition à l'intérêt général, les structures associatives et les clubs à « objet spécifique ou limité », les publics et les cibles) **au champ de l'information**. Dans ce contexte, on ne peut que constater **l'insuffisance des pratiques sociales et collectives de traitement de l'information** et d'éducation aux médias.

- **Forte poussée des idéologies de compétition** en général sous l'effet d'une compétition économique généralisée à l'échelle mondiale qui transforme les producteurs et créateurs en « soldats de la guerre économique ». **Le sport institué**, objet de toutes les instrumentalisation économiques, industrielles, médiatiques et politiciennes, **joue un rôle particulier dans ce phénomène** : il contribue à substituer les notions d'équipe (avec son cortège de « titulaires/embauchés » et de « remplaçants/intérimaires » en perpétuelle concurrence) et de résultats (« c'est le résultat qui compte ») à d'autres formes de solidarité, d'appartenance (classes, métiers, cultures professionnelles ou locales) et d'évaluation (qualité du « commerce » établi entre les hommes, équité dans la relation économique et humaine, prise en compte réelle des besoins physiques et mentaux des individus et des groupes, solidarités sportives et extra sportives mises en place, recul des discriminations sexuelles, culturelles ou raciales, etc...). Surtout, il tend à **naturaliser l'état de compétition** comme seul facteur de progrès humain par la recherche du « dépassement de soi », quoi qu'il en coûte.

Parallèlement, la mondialisation libérale et l'hyper-puissance des systèmes technologiques génèrent aussi et en retour des effets nouveaux et prometteurs sur le corps social :

- Le libéralisme économique en s'appuyant sur le désir de réussite de chacun entretient une **exigence individuelle très forte**, une **disposition critique très marquée**, voire une suspicion permanente et très vive vis-à-vis des pouvoirs quels qu'ils soient, suspicion que le juridisme ambiant manifeste. Ce faisant, il confirme **l'attachement croissant aux droits de l'Homme sur l'ensemble de la planète**.

- La généralisation d'Internet et la diffusion des TIC dans le tissu social provoquent une **diversification des sources de l'information**, favorisent un **partage** et des **échanges de productions intellectuelles** de toutes sortes : développement des **logiciels libres**, des **sites internet collaboratifs**, des blogs et **forums**... Des communautés d'internautes se constituent ainsi pour contrecarrer la marchandisation des savoirs, des connaissances et de la création artistique.

- **Fort engagement citoyen et associatif**, soit sur des thématiques spécifiques (droit au logement, droits des étrangers et immigrés, lutte contre les discriminations, défense de l'environnement, éducation à l'environnement, actions humanitaires, insertion des handicapés physiques et mentaux), soit sur des questions de proximité (action sociale d'urgence, banques alimentaires, loisirs éducatifs, soutien scolaire, développement local, accompagnement à la parentalité). L'altermondialisme a été la première expression politique sur la scène internationale de cet engagement mondial : associatif, coopératif, citoyen, travaillant en réseau, facilité par Internet et les technologies de l'information et de la communication.

- **La mondialisation, l'internationalisation** des productions, les migrations qu'elles entraînent **accroissent la diversité culturelle** des pays développés. Elles obligent la société française, entre autres, à s'ouvrir au monde, à repenser son « récit national » et son modèle

d'insertion sociale et culturelle en s'interrogeant sur la place réelle qu'elle fait à l'altérité, à ses citoyens issus de l'immigration.

- Expérimentation à l'initiative des habitants de **nouvelles formes d'économie, plus respectueuses de l'humain et de l'environnement** : micro-crédit, structures d'économie sociale et solidaire, réseaux coopératifs.

- Développement important de **pratiques physiques et sportives alternatives**, porteuses des valeurs de coopération, de solidarité, de santé physique et mentale, de mixité sociale et sexuelle, d'insertion sociale, de connaissance et de respect de l'environnement, venant de différents pays.

Parmi ces éléments de contexte relatifs à la constitution du corps social, il en est certains qui doivent nous mobiliser plus directement parce qu'ils concernent nos missions et nos champs d'action historiques. Je vous propose de les classer en 3 catégories dont la notion de citoyenneté me semble devoir rester le thème transversal :

- **Citoyenneté en France et en Europe / diversité culturelle / lutte contre les discriminations / solidarités internationales et interculturelles.**
- **Education physique et sportive / citoyenneté / société.**
- **Medias / information / culture /citoyenneté.**

2) Un projet d'animation

Nous proposons de constituer 3 groupes de travail pour traiter la question de congrès au sein de notre fédération, un sur chaque thématique évoquée ci-dessus. Ces groupes seront constitués de membres de notre Conseil d'administration, de membres de la réunion des permanents, de membres des CD Usep et Ufolep, de membres du CA de l'IME.

Ils devront au terme de leur mission proposer des orientations, des inflexions et des actions concrètes pour notre projet fédéral en même temps que pour le projet de la Ligue de l'enseignement dans son ensemble.

Nous proposons que chacun des groupes s'approprie la question suivante pour lancer puis garder le fil de sa réflexion : « **Le projet et les actions de la Ligue de l'enseignement aujourd'hui contribuent-ils à faire société ?** » Et nous proposons 4 axes horizontaux relatifs au pacte social pour évaluer la mission sociétale de notre mouvement :

- notre projet, telle ou telle type d'action contribuent-ils à développer la **solidarité entre les individus, entre les groupes** (sociaux, socioculturels, générationnels, d'âges, etc...), **entre les territoires ?**
- notre projet, telle ou telle type d'action contribuent-ils à **éduquer contre les discriminations, à lutter contre les inégalités ?**
- notre projet, tel ou tel type d'action contribuent-ils à **développer une exigence et des pratiques démocratiques participatives et représentatives** (éthique du débat et de l'engagement, implication des usagers, pédagogie institutionnelle, etc...) ?
- notre projet, tel ou tel type d'action contribuent-ils à **promouvoir la notion et le rôle des services publics et de l'Etat sur les territoires**, en tant que garants de l'égalité des citoyens devant la loi, en tant que garants des droits et devoirs de l'Homme ?

Ces 4 axes découlent bien sûr de la devise républicaine et du pacte social qu'elle se propose de dessiner depuis la Révolution française : liberté, égalité, fraternité.

La commande à chaque groupe sera la suivante :

- sur sa thématique, interroger le projet fédéral : « **Le projet et les actions de la Ligue de l'enseignement aujourd'hui contribuent-ils à faire société ?** » en respectant les 4 points de passage obligés évoqués ci-dessus (solidarités, lutte contre les discriminations et les inégalités, démocratie, promotion des services publics). Une **analyse de notre projet, des constats** en quelque sorte,
- en déduire quelques **orientations à mettre en œuvre** en ayant le souci des **priorités**,
- proposer **quelques objectifs opérationnels** à moyen terme (description succincte d'événements, opérations, dispositifs, collaborations à mettre en œuvre),

- élaborer quelques **propositions concrètes d'actions** à envisager (fiches-actions par exemple) incluant un dispositif d'évaluation.

Dans cette perspective, le Congrès fédéral de Condé/Noireau constituera une étape importante avec les ateliers du samedi matin 23 juin qui seront consacrés justement à la question de congrès « **Entre individualisme, communautés et destin commun : comment faire société ?** ». Les 3 groupes de travail pourraient se réunir à cette occasion et mettre en débat leurs **premières conclusions quant à l'analyse de notre projet fédéral**. La restitution en plénière des réflexions de ces 3 groupes pourrait donner lieu à l'intervention d'un « compagnon savant », sociologue, ethnologue ou philosophe qui aura travaillé ces questions et assisté aux ateliers du matin.